

**MARIANNE
LELOUP-DASSONVILLE**

**FRANCE
TERRE
D'ÉCUEILS**

**AU CŒUR DE LA MALTRAITANCE ADMINISTRATIVE
DES ÉTRANGERS**

■ ■ ■ ■ ■
RUE DE L'ÉCHIQUIER
■

à *N.*

AVANT-PROPOS

Depuis que j'ai commencé mon activité d'avocate en droit des étrangers, pas une semaine ne s'écoule sans qu'on me pose cette question, qui désormais me fait sortir de mes gonds : « Mais... comment fais-tu pour en vivre ? »

Cette question est une offense. C'est une insulte lancée à la face des 5,6 millions d'étrangers qui résident en France¹.

C'est une insulte lancée à la face de mes clients et clientes sans-papiers, celles et ceux qui bossent sans couverture sociale sur les chantiers de nos immeubles, nettoient nos chambres d'hôtel, cuisinent dans nos restaurants, préparent notre pain à 5 heures du matin, gardent nos enfants, font le trottoir dans les rues de nos villes. Celles et ceux-là mêmes qui me payent toujours rubis sur ongle, en billets de dix euros, petites coupures qui m'émeuvent plus que les mots ne pourraient le dire. Parce que je sais la valeur de cet argent-là. La sueur et les larmes derrière ces bouts de papier. Les renoncements, les sacrifices, mais aussi les espoirs. Ceux d'une vie meilleure, d'une vie digne.

C'est également une insulte lancée à la face de mes clients et clientes² étudiants en MBA, danseuses du NYC Ballet, réalisatrices de films, compositeurs de musique, *growth hackers*, consultants, thésardes, activistes courageux et courageuses dans leurs pays d'origine (au point de mettre leur vie en danger), entrepreneurs qui créent de l'emploi, « start-upers » à succès, parfois millionnaires, etc. C'est d'autant plus comique lorsqu'on sait que la proportion de diplômés Bac +5 est plus élevée chez les personnes étrangères qui vivent en France que chez les Français (17 % vs 14 %).

Les étrangers font la société française. Ils sont la société française, que nous le voulions ou non. Et ça n'est pas près de s'arrêter.

INTRODUCTION

Je n'arrive pas à me dire qu'il existe des raisons rationnelles qui font que, simplement par le hasard de ma naissance (dans la bonne famille, le bon pays), je dispose d'un passeport français.

Ce précieux document me donne le droit de vivre dans un pays démocratique, riche, où je suis à peu près en sécurité ; il me donne également accès, sans visa, à un très grand nombre de pays³.

Il est des gens qui sont prêts à beaucoup pour accéder à un sésame comparable, pour eux ou pour leurs enfants : des femmes vont par exemple accoucher au Canada, qui a consacré en matière d'accès à sa nationalité ce qu'on appelle « le droit du sol ». Régulièrement, certains des clients que j'accompagne dans leurs demandes de naturalisation décident de conserver un emploi devenu insatisfaisant car un changement de travail entraînerait inmanquablement l'échec de leur demande – l'administration exigeant des revenus « suffisants et stables », et un changement d'emploi indique une instabilité, même si le salaire a augmenté.

Je n'ai pas l'impression d'avoir « mérité » ce passeport. Je n'ai rien fait qui légitime cet atout indiscutable qu'est celui d'être née Française en France. Je reste donc assez perplexe lorsque d'aucuns revendiquent le concept de préférence nationale. Ceux-là semblent convaincus de leur mérite, du mérite de notre nation, qui n'a finalement pour seul mérite que de faire partie du club des nations qui dominent le monde.

Jeune adulte, j'ai fait du bénévolat pour l'Armée du salut. Alors avocate dans un grand cabinet d'affaires, j'étais « arrivée », comme on dit, et je voulais redonner un peu de ce que j'estimais avoir reçu du système. J'en ai tiré de nombreux enseignements – comme souvent en matière de bénévolat, la première personne qu'on aide vraiment, c'est soi-même.



On distribuait « la soupe » sous le métro aérien à Barbès, c'est-à-dire un repas complet à une centaine de personnes. C'était au début des années 2010, la plupart de ces personnes étaient plutôt très marginalisées⁴. « Marginalisées » c'est le joli mot pour dire SDF. Cette expérience m'a permis de rencontrer, même brièvement, parfois juste le temps de tendre une brique de jus ou une salade dans une boîte en plastique, une centaine de personnes chaque soir – des personnes que je n'aurais jamais rencontrées dans mes bureaux feutrés de la place de la Madeleine.

Bien évidemment, parfois des connexions se créaient, des blagues s'échangeaient, et puis on apprenait à se connaître, on se demandait des nouvelles, on se croisait dans le métro et on se tapait dans la main.

Ces soirées m'ont permis de comprendre (d'un point de vue émotionnel et non pas intellectuel) que ces êtres qui vivent à la marge sont en fait... comme nous. Tout pareil. Rien ne les différencie de ce que nous sommes. Or, c'est justement cette déshumanisation dont ils sont l'objet qui vise à nous faire croire qu'ils sont différents. Parce que l'idée qu'un jour, ce soit nous qui soyons à la rue, exclus, démunis, vulnérables, est insupportable. Alors on met à distance, on crée une différence là où il n'y en a pas.

Cette perception nouvelle du monde m'a donné un atout majeur : celui de pouvoir croiser le chemin d'un SDF sans me sentir honteuse et misérable. Vous savez, ce moment où vous marchez sur le trottoir, vous croisez une personne qui fait la manche, vous détournez les yeux, et la honte s'abat sur vous. Ça ne m'arrive plus. Ni de détourner les yeux ni d'éprouver de la honte. On se regarde dans les yeux, on se considère, parfois on se parle, parfois pas, parfois on s'envoie sur les roses, mais au moins on a interagi *d'humain à humain*.



Lors de ce qu'on a appelé « la crise migratoire » de 2015 (qui était bien plus une crise de l'accueil qu'une crise migratoire), j'ai compris qu'il se jouait à peu près la même chose qu'avec ces populations marginalisées. La seule chose qui peut justifier que des sociétés soi-disant modernes et démocratiques laissent mourir dans des conditions épouvantables des hommes, des femmes et des enfants dans la Méditerranée (et ailleurs), c'est toujours en raison de cette fameuse déshumanisation.

Je me souviens d'une conversation à l'époque avec une femme de mon entourage, durant laquelle je lui disais, en parlant du petit Aylan – cet enfant syrien de 3 ans mort noyé après le naufrage de son embarcation et dont la photo sur une plage turque avait ému les Européens : « Tu te rends compte, c'est épouvantable. Ils ont les mêmes peurs, les mêmes espoirs que nous, ils ont juste dû quitter leur pays à cause d'une guerre » (oui je n'ai pas peur d'énoncer des banalités parfois !). Elle m'avait répondu : « Je ne peux pas me dire qu'ils sont comme nous. Sinon ça devient insupportable. »

Elle m'avait dit tout haut ce que des millions de personnes pensent tout bas.

Sa réponse a aussi été pour moi le point de départ d'une mission que je me suis fixée : « ré-humaniser » les migrants aux yeux de mes concitoyens. Pour ce faire, on a décidé avec un photographe portugais d'aller interviewer des demandeurs d'asile dans des pays d'Europe et de Méditerranée orientale, en se concentrant sur des histoires positives : des entrepreneurs, des artistes, des activistes. Et on a montré leurs visages et raconté leurs histoires. Leurs histoires qui disent la grande Histoire de l'humanité. L'histoire de leurs peurs, de leurs rêves, que nous avons en commun. Les mêmes peurs, les mêmes rêves, les mêmes vies finalement. Mais aussi, l'histoire de leur voyage – c'est pour cela qu'on a appelé notre projet « The Odyssey



Project». Car, comme l'écrit Joachim du Bellay : « Heureux qui, comme Ulysse, a fait un beau voyage. »

Heureux, vraiment ? Après avoir fui son pays natal, abandonné une famille, une communauté, traversé des déserts, fréquenté les geôles libyennes, eut la peau brûlée par le carburant et le soleil sur des « dinghies » (bateaux gonflables) en Méditerranée, survécu aux violences policières dans les États européens...

L'exil est une blessure incommensurable. S'en remet-on jamais vraiment ? C'est le déclassement pour tous. Et surtout, le manque effroyable de tout, de tout ce qui fait le sel de la vie : les sonorités de la langue, les saveurs de la cuisine, les proches... Je me souviens d'un Afghan rencontré sous une tente dans un camp à Athènes et qui a eu cette phrase bouleversante lorsqu'il tentait de m'expliquer ce manque : « Même l'odeur de l'air de mon pays me manque. » Voilà, être exilé, c'est à jamais respirer l'air d'un pays qui n'est pas le sien – et en être conscient à chaque bouffée qu'on inspire.

Je suis toujours outrée quand j'entends des discours qui prônent une sorte de préférence nationale dans la charité. Avant d'aider les migrants, il faudrait, selon ces bonnes âmes, aider d'abord « nos » SDF. Comme par hasard, ces gens-là, je ne les ai jamais vus distribuer la soupe à l'Armée du salut, collecter de la nourriture en supermarché ou participer à l'emballage des cadeaux de Noël dans les magasins de jouets au profit d'une association caritative. La vérité, c'est que quand on a un cœur, il est assez grand pour tous et il ne distingue ni couleurs de peau ni accents.

J'ai passé mon adolescence et ma vie de jeune adulte à me demander ce que j'aurais fait si j'avais vécu pendant l'Occupation. Cette période, on le sait, cristallise beaucoup de questions existentielles, notamment celle de la résistance face à l'horreur absolue. Et chacun de se demander (et c'est humain) :



qu'aurais-je fait ? Aurais-je résisté, aurais-je collaboré, aurais-je, comme la plupart des Français, simplement tenté de survivre et serais-je restée passive ?

Sans doute ne le saurais-je jamais (je l'espère, même !) mais en tout cas ma profession et mon militantisme me permettent de dire que j'ai fait un choix, que je suis fière de ce choix, et qu'au lieu de survivre je veux vivre la tête haute. Malgré les difficultés, malgré les traumas que je me crée avec les récits que je reçois (chaque récit traumatique entendu génère des traumas chez son récepteur), malgré le découragement parfois, malgré les dossiers perdus, malgré la montée de l'extrême droite, malgré la surenchère réactionnaire et raciste des nouvelles lois immigration, je me sens bien de faire ce que je fais, alignée avec mes préceptes de vie. Ce métier me permet de me mettre au service de mes clients et clientes afin qu'ils puissent exercer leurs droits.

Et finalement, en me mettant au service de l'étranger, je me connecte mieux à mes concitoyens. Quand je réponds à une question aussi anodine que « vous faites quoi dans la vie ? », les regards de mes interlocuteurs sont toujours interrogateurs, parfois admiratifs, et souvent réprobateurs. Il me faut alors partir à l'assaut des préjugés. La bataille est rarement égale puisque, Dieu merci, j'ai acquis une petite expertise sur le sujet, là où mes interlocuteurs ont rarement une idée juste de ce dont ils parlent : « Non mais le problème ce ne sont pas les travailleurs étrangers, le problème ce sont les regroupements familiaux. » Certes, mais saviez-vous que pour bénéficier du regroupement, il faut avoir été en situation régulière plus de 18 mois, toucher un salaire égal à un smic et majoré selon le nombre de membres de la famille, disposer d'un appartement suffisamment grand pour accueillir sa famille, et que cette procédure prend en moyenne deux années, lorsqu'elle aboutit ? « La France ne peut pas continuer à verser



des alloc' à des sans-papiers qui ne travaillent pas.» Ah, mais ça tombe bien : la France n'a jamais fait une telle chose ! Les personnes en situation irrégulière n'ont droit à aucune prestation sociale (en dehors de l'aide médicale de l'État, qui les protège autant qu'elle protège le reste de la société, et dont le budget, d'environ un milliard d'euros⁵, est insignifiant comparé, par exemple, à la fraude fiscale⁶). Et puis des sans-papiers qui ne travaillent pas, comment dire... je ne dis pas que ça n'existe pas, je dis juste que je n'en ai jamais vu.

Ma plus belle récompense, c'est que souvent, lorsque je les revoyais, mes interlocuteurs me disaient qu'ils avaient repensé à nos échanges lors d'une conversation avec un tiers, ou bien en voyant un reportage à la télévision. Et que j'avais changé leur vision des choses sur le sujet de l'immigration en France. Qu'ils en avaient même parlé à leur entourage. En choisissant d'écrire un livre aujourd'hui, je veux contribuer à démultiplier ces changements de perspective, les prises de conscience de la réalité quotidienne de celles et ceux qui se battent pour devenir français après s'être battus pour arriver sur notre sol. Et au premier rang des contre-vérités et des mensonges éhontés qui entourent ces sujets, il y a l'idée selon laquelle la France serait un pays de cocagne, accueillant en diable et accordant des droits mirifiques à tous ceux qui posent un orteil sur le territoire.

Il est essentiel que le grand public soit réellement informé de la réalité. Tout au long de ce livre, nous démontrerons que de nombreuses fausses informations circulent au sujet de l'immigration. Elles ont des conséquences dramatiques car elles nous empêchent de faire société. Cet ouvrage est un outil pour nous éviter d'être les idiots du dicton, qui se concentrent sur l'immigration au lieu de débattre de sujets plus essentiels de justice sociale.